Au coeur des nouvelles initiatives contre les agressions sexuelles en Égypte, dit Sarah El Sirgany, il y a la volonté de créer un espace de sûreté pour les femmes afin de garantir leur participation à la vie sociale et à la politique "N'allez pas plus loin. Il y a des affrontements."

Des femmes journalistes et moi-même entendons souvent ces mots lorsque nous tentons de nous approcher des affrontements qui opposent en Égypte les manifestants antigouvernementaux et la police. Chaque homme estime qu'il est de son devoir de nous prévenir des dangers qui nous guettent – nous les femmes, mais pas qui ne guettent pas un seul des hommes qui marchent par dizaines dans la même direction.

Une collègue décrit cette situation comme des plus embêtantes lorsqu'elle couvre un événement. Un avertissement bien intentionné peut paraître anodin et insignifiant, dans le contexte plus vaste de la violence croissante – la possibilité réelle d'être tabassée ou de se faire tirer dessus, et la hausse alarmante du nombre des agressions sexuelles commises par la foule, où des dizaines d'hommes encerclent des femmes et les dévêtent, les tripotent et les violent avec leurs doigts.

C'est ce contexte même qui rend ces avertissements tellement exaspérants.

Que le chauvinisme protecteur et l'absurde rationalisation politique et sociale qui mène aux agressions sexuelles (les femmes qui se joignent aux manifestations ou qui ne font que s'aventurer dans les rues méritent d'être agressées, ou dont la tenue vestimentaire incite au harcèlement) s'expriment littéralement au même endroit, est troublant. Leur juxtaposition illustre l'état d'esprit auquel se heurtent tous les jours un grand nombre de femmes, surtout en tant que journalistes : la femme est considérée comme un être faible, à la fois comme une personne qui a besoin de protection et comme une proie.

C'est une notion agaçante. Frustrante. Enrageante à confronter continuellement.

Le meilleur moyen d'y faire face, c'est de s'y attaquer de front.

Dans une réunion de bénévoles qui s'organisaient pour combattre les agressions sexuelles commises par la foule, une femme a expliqué que les femmes pouvaient elles aussi se joindre à des équipes qui vont intervenir physiquement pour arracher des femmes de mains invasives. "À quel titre les femmes vont-elles intervenir ?" a demandé un homme. "À titre d'êtres humains", a-t-elle répliqué sur un ton détaché.

Pour ce groupe, Opération Anti-harcèlement sexuel (OpAntiSH), la participation des femmes est essentielle, non pas simplement pour offrir un visage rassurant dans une foule frénétique d'hommes où les agresseurs se posent en sauveteurs, mais aussi pour combattre une culture qui dépeint les femmes comme des victimes. L'une des fondatrices du groupe, qui a elle-même subi une agression de la foule, m'a déclaré qu'elle refuse de se décrire elle-même comme victime.

Ce rejet de la victimisation est une notion pour laquelle elle et d'autres également sont disposées a risquer leur sécurité. Au moins deux des femmes des équipes d'intervention ont été piégées dans des agressions par la foule lors d'un sauvetage.

L'agression sexuelle et le viol figurent parmi les pires formes de torture et d'intimidation. Les femmes qui ont été agressées par la foule disent qu'elles préféreraient recevoir des projectiles plutôt que de subir une agression sexuelle. Je suis du même avis. Chaque fois que je m'approche du lieu d'un affrontement la nuit, je sais que je risque d'être battue, de me faire tirer dessus. C'est la possibilité d'être harcelée ou agressée sexuellement qui me fait hésiter.

En Égypte, la lutte contre le harcèlement sexuel et les agressions de la foule ne porte pas que sur la lutte physique et les missions de sauvetage. Cette lutte comporte d'autres dimensions, moins tangibles mais extrêmement influentes.

Au cœur de l'initiative OpAntiSH et d'autres mesures similaires, il y a la volonté de créer un espace de sécurité pour les femmes afin de garantir leur participation continue à la vie de la société et à la politique : avoir le droit de protester, de s'exprimer librement. Cette participation est une gifle au visage de toutes les tendances sociales, anciennes et nouvelles, qui visent à repousser l'inclusion des femmes dans la société. C'est un défi lancé à l'État, qui se sert de l'agression sexuelle et du viol comme d'une arme de répression contre ses critiques, hommes et femmes.

Prenons un exemple. Le chef de l'Initiative égyptienne en faveur des droits de la personne (Egyptian Initiative for Personal Rights), Hossam Bahgat, a déclaré que durant toutes ses années passées à défendre les droits, il n'avait jamais constaté autant de rapports concernant des agressions sexuelles contre des détenus masculins
que ces derniers mois, sous le Président Mohamed Morsi.

Alors que les initiatives comme OpAntiSH s'abstiennent d'accuser quelque groupe politique que ce soit d'inciter ces agressions de la foule, les patrons d'agression et le saut que l'on constate, le phénomène passant des rassemblements sociaux aux manifestations de l'opposition, indiquent un certain degré d'organisation.

L'inclusion des femmes dans ces initiatives porte cette bataille idéologique à un autre niveau. La participation des femmes pose un défi non seulement à une autorité répressive, mais aussi à certains collègues masculins. L'approche de l'OpAntiSH ébranle particulièrement les notions patriarcales qui imprègnent notre culture au point où elles se reflètent même dans les actions de ceux qui les combattent : les hommes qui trouvent absurde que les femmes pourraient elles aussi être des sauveteurs.

Encourager les "victimes" à parler de leurs épreuves constitue une autre victoire sur cette mentalité. Les femmes s'attaquent avec un courage stupéfiant aux stigmates et à la diffamation sociale et politique.

Je suis sûre que les hommes qui tentent de me mettre en garde sont animés des meilleures intentions. Je me sens obligée de répondre : "C'est très bien, je suis journaliste. J'ai l'habitude. Songez à vous protéger vous-même."

Initiatives contre les agressions sexuelles en Égypte

L'Opération Anti-Harcèlement sexuel (OpAntiSH) a été créée en novembre après une vague d'agressions sexuelles par la foule, surtout au square Tahrir. Elle comprend des bénévoles qui y participent à titre individuel et les groupes suivants : l'Initiative égyptienne en faveur des droits de la personne (Egyptian Initiative for Personal Rights), Nazra – Études féministes (Nazra for Feminist Studies), Act Fouda, HarassMap, Emsek Motaharesh (Attrapez un harceleur), Shoft Taharosh (J'ai été témoin de harcèlement), Baheya, L'Égyptien Libre, le Centre Nadee pour la réhabilitation psychologique des victimes de violence et de torture (Nadeem Center for Psychological Rehabilitations of Victims of Violence and Torture), le Projet Bussy et le Soulèvement des Femmes dans le monde arabe (Uprising of Women in the Arab

World).

Lorsqu'on rapporte ou qu'on signale une agression, des équipes de sauvetage tentent de joindre la femme agressée et forment une chaîne humaine autour d'elle. Une femme bénévole intervient pour aider la victime à se vêtir, et le groupe s'efforce de l'emmener en lieu sûr.

OpAntiSH mène en outre des opérations de publicité et de dépistage afin de sensibiliser la population au problème du harcèlement sexuel, et offre un soutien juridique, médical et psychologique, ainsi que des maisons d'hébergement où les femmes agressées peuvent habiter pour récupérer. Des numéros de téléphone d'urgence sont communiqués les jours de grandes manifestations.

Tahrir Bodyguard , un autre groupe bénévole mis sur pied au même moment, se concentre davantage sur le sauvetage physique des femmes. Ses équipes consistent surtout d'hommes, mais il a été fondé par une femme. Le groupe a commencé à donner gratuitement des classes d'auto-défense pour les femmes et vise à étendre son programme à diverses universités et communautés en Égypte.

Le pire cas d'agression sexuelle par la foule est survenu le 25 janvier 2013, lorsque 19 femmes au moins ont été agressées lors de la célébration du deuxième anniversaire du soulèvement. On rapporte depuis des années en Égypte des agressions sexuelles similaires commises par la foule lors de rassemblements, politiques et non politiques.